

## L'effet de l'aide publique au développement agricole sur la productivité rizicole : le cas du Sénégal entre 2009 et 2018

Youssoupha N'DAO<sup>1</sup>, et Amadou N'DIAYE<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Doctorant à l'Université Gaston BERGER de Saint-Louis – Sénégal,

<sup>2</sup>Enseignant-Chercheur à l'Université Amadou Mahtar MBOW – Sénégal

**\*Corresponding Author:** Youssoupha N'DAO, Doctorant à l'Université Gaston BERGER de Saint-Louis – Sénégal

**Abstract:** L'objet de cet article porte sur l'effet de l'aide publique au développement destinée au secteur agricole sur la productivité rizicole au Sénégal entre 2009 et 2018. A cette fin, Nous avons utilisé deux méthodes d'analyse : les statistiques descriptives par Excel et le logiciel de statistique appliqué aux sciences sociales, SPSS (Statistical Package for the Social Sciences). Il ressort des résultats de l'article que : a) les allocations de l'aide publique au développement destinée au secteur agricole connaissent une grande progression durant la période étudiée ; b) l'accroissement de la production rizicole n'a pas permis de réduire les importations de riz et la dépendance au marché international et c) les allocations de l'aide agricole destinées au Sénégal entre 2009 et 2018 n'ont eu aucun effet sur l'augmentation de la production de riz.

**Keywords:** Aide publique au développement, production rizicole, importations de riz, crise alimentaire

### 1. INTRODUCTION

#### 1.1. Contexte et Problématique

Les politiques de développement de la plupart des Etats africains post indépendance s'appuyaient sur l'agriculture. Cette dernière reste le secteur productif le plus important dans les pays en voie de développement. Ce secteur représente environ 70% de la population active et contribue à hauteur de 17% au Produit intérieur brut (PIB) du Sénégal (Ngom, 2016).

Entre 1960 et 2007, malgré les politiques mises en œuvre, les objectifs de l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire et de la diversification agricole n'ont toujours pas été atteints. En outre, l'accroissement de la population et de l'urbanisation a eu des répercussions sur l'offre alimentaire au Sénégal. En effet, l'écart entre la production nationale et les besoins alimentaires croissantes de la population, n'a cessé de se creuser au fil du temps (Dieng, 2006). Par exemple, entre 1984 et 1993, la contribution de la production nationale de céréales dans la couverture des besoins de la population sénégalaise était de près de 60%. De 1994 à 2000, cette part relative est tombée à 50%. Entre 2002-2003, la production nationale représentait 41,3% de la demande nationale (Boccanfuso et Savard, 2011). Cette baisse se traduit par une augmentation de la facture des importations alimentaires mais aussi de l'accentuation du déficit de la balance commerciale du Sénégal. Le riz est la céréale la plus prisée des sénégalais. Chaque sénégalais consomme en moyenne 60kg par année (PAM et al, 2011). C'est pourquoi, le Sénégal, comme les autres pays sahéliens, a régulièrement recours aux importations pour couvrir ses déficits alimentaires. Cette dépendance place le Sénégal dans une situation de vulnérabilité permanente face aux fluctuations d'un marché international sur lequel il n'a pas d'emprise (ROPPA, 2008). La crise alimentaire de 2008 est une parfaite illustration de cette dépendance.

En effet, le Sénégal a été fortement touché par cette crise parce que le prix du riz au mois de juillet de la même année, est plus du double par rapport à son niveau de l'année 2007 (Boccanfuso et Savard, 2011). Selon la FAO, la hausse des prix en 2007 et 2008 a accru de façon considérable la facture alimentaire des importations céréalières des pays les plus pauvres et a aggravé l'insécurité alimentaire des populations (Doligez et Avezou, 2018). Pour faire face à la crise et de ces nombreuses conséquences, des mesures ont été apportées par les autorités parmi lesquelles, la défiscalisation des importations de certains produits céréaliers par la suspension des droits de douanes et la mise en place

des politiques agricoles pour augmenter considérablement la production des céréales et du riz en particulier dans l'optique d'une autosuffisance nationale (Hathie, 2008).

Cependant, au Sénégal, comme dans les autres pays de la sous-région, le financement du secteur agricole dépend fortement de l'aide publique au développement. En effet, les financements extérieurs représentent environ 60 à 80% des dépenses publiques totales consacrées au secteur agricole (Ribier et Baris, 2014). Les ressources intérieures permettent généralement à la couverture des dépenses courantes. C'est pourquoi, la crise alimentaire a remis la problématique de l'agriculture en position prioritaire dans l'agenda de la communauté internationale. Ceci a conduit à l'organisation de plusieurs sommets internationaux consacrés à l'agriculture entre 2008 et 2010. Ce qui aurait permis l'augmentation des allocations de l'aide publique au développement destinées au secteur agricole pour atteindre des objectifs définis. L'année 2018 marquera la 10<sup>ème</sup> année après la crise alimentaire. Donc, 10 ans d'actions et d'engagements des partenaires techniques et financiers (PTF) dans le secteur agricole. Compte tenu de tous ces engagements financiers tenus par les bailleurs de fonds, comment évolue les apports de l'aide publique au développement agricole? Ces mêmes apports contribuent-ils à l'augmentation de la productivité rizicole ? Le Sénégal est-il prêt à faire face à une nouvelle crise alimentaire ?

## **1.2. Objectifs**

L'objectif principal de cette étude est d'évaluer l'effet des apports financiers des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) destinés au secteur agricole sénégalais de 2009 à 2018.

En d'autres termes, il s'agira de déterminer l'effet et l'efficacité de cette aide, 10 ans après la crise alimentaire de 2008. Enfin, l'étude permettra de vérifier si l'accroissement des allocations de l'aide publique au développement ont permis de faire face à une nouvelle crise alimentaire.

## **2. LA REVUE DE LA LITTÉRATURE ET LES HYPOTHESES**

### **2.1. La Revue de la Littérature**

Certes, la littérature montre des études florissantes sur l'aide publique au développement. Mais il y a peu d'études sur l'impact de cette aide publique au développement sur le secteur agricole. Des auteurs ont tenté de contribuer à l'étude de l'aide sur le développement du secteur agricole.

Etant donné l'hétérogénéité des indicateurs du développement agricole, l'essentiel des sujets étudiés ont été analysés sous des angles différents mais les résultats attendus demeurent d'une manière ou d'une autre à vérifier à l'accélération de la convergence économique des pays en voie de développement avec les pays développés.

En effet, Kaya et al. (2008) ont réalisé une étude portant sur l'impact de l'aide publique au développement sur la croissance du secteur agricole. Ils ont conclu que l'aide publique au développement consacrée au secteur agricole et la croissance de la productivité agricole ont une relation positive et statistiquement significative. Selon eux, l'aide consacrée au secteur agricole pourrait contribuer à la réduction de la pauvreté. La Banque mondiale (2008b) a eu des résultats similaires. En effet, elle nous a renseigné que les pays bénéficiaires des prêts pour l'agriculture sont généralement plus susceptibles de disposer de ressources agricoles de qualité et plus enclins à stimuler la croissance agricole contrairement aux pays non bénéficiaires. Selon elle, les pays aidés par l'IDA (*International Development Association / Banque mondiale*) qui ont emprunté pour l'agriculture ont enregistré une croissance économique globale et une croissance de leur productivité agricole par travailleur beaucoup plus rapides que celles enregistrées par les pays clients de l'IDA qui n'ont pas emprunté pour investir dans leur agriculture. La Banque mondiale (2008) a également montré l'importance de la croissance agricole en tant que catalyseur essentiel de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Le rapport souligne que la croissance du PIB provenant de l'agriculture augmente les revenus des pauvres 2 à 4 fois plus que la croissance du PIB non agricole.

Dans le même registre, Alabi (2014) a affirmé que l'aide agricole a un impact positif et significatif sur le PIB agricole et la productivité à un niveau de significativité de 10%, en Afrique subsaharienne. Ainsi, il a montré qu'accroître le volume de l'aide dans le secteur agricole, augmentera son impact sur la productivité agricole et sa contribution à l'économie de l'Afrique subsaharienne, et la répartition sectorielle de l'aide devrait donner la priorité aux facteurs qui permettront d'améliorer cette productivité.

En revanche, Griffon (2014) s'est interrogé sur l'effet positif de l'aide accordée au secteur agricole sur la croissance et la productivité agricoles. Selon lui, l'aide doit jouer un rôle marginal dans l'accroissement de la productivité. Il a affirmé que les pays asiatiques ont connu la « Révolution verte » : grâce à l'adoption des techniques agronomiques occidentales et aux politiques de soutien, ils ont pu augmenter rapidement la production rizicole, atteindre la sécurité alimentaire, consacrer des surfaces à la diversification alimentaire, baisser les prix alimentaires et accroître la consommation des autres produits. Ainsi, l'auteur a souligné que l'APD a certes été un catalyseur initial pour l'appui au financement des infrastructures. Mais rapidement, ce sont les investissements privés qui ont dopé la croissance, l'État jouant un rôle stratégique de soutien au secteur privé et de protection commerciale. Enfin, Ndiaye et Diallo (2020) ont tenté d'analyser l'apport de la coopération chinoise sur la sécurité alimentaire du Sénégal. Ils ont montré que la démarche adoptée dans le cadre de la coopération chinoise n'est pas adaptée pour donner des résultats satisfaisants.

En somme, les études menées sur l'aide publique au développement consacré au secteur agricole, ont généralement montré une relation positive entre les deux. En effet, la revue de la littérature a globalement conclu que l'aide agricole a un impact sur la croissance économique, la productivité agricole et les inégalités de revenu. Cependant, les travaux cités ci-dessus ont montré des limites. D'abord, l'évaluation de l'aide pourrait être confrontée à des problèmes d'échelles. En effet, l'efficacité de l'aide agricole est toujours étudiée au niveau macro alors que le résultat pourrait être autre au niveau micro. De plus, ces études ont porté généralement sur un niveau régional ou continental et non niveau national. Pour cette raison, notre étude vient en appoint à celles précédentes et tente de contribuer à réduire le creuset ainsi souligné. Elle étudie le cas d'un pays précis et d'une filière en vue d'enrichir la bibliographie qui nous semble incomplète.

## **2.2. Hypothèses**

Le Sénégal entretient une longue tradition de coopération avec les bailleurs de fonds du fait de sa stabilité politique, et de son modèle démocratique dans une région affectée par des crises politiques, sécuritaires et humanitaires, par le terrorisme, et l'instabilité et qui reste l'une des plus pauvres au monde. Cet avantage comparatif lui permet d'attirer des allocations de l'aide publique au développement.

Ainsi, de 2009 à 2018, les allocations de l'aide publique au développement agricole ont augmenté d'environ 115,3%. Le développement de la production céréalière et notamment l'autosuffisance en riz occupe une place importante dans les politiques agricoles. L'objectif de ces dernières est d'améliorer la sécurité alimentaire du pays et de réduire la dépendance alimentaire du Sénégal au marché international. Ainsi, compte tenu des importantes injections de fonds, après la crise alimentaire de 2008, par les partenaires techniques et financiers du Sénégal, il est permis d'avancer que:

- Les allocations de l'aide publique au développement agricoles ont un effet positif et significatif sur la productivité rizicole ;
- Les allocations de l'aide publique au développement agricole ont permis de réduire considérablement les importations de riz durant la période étudiée.

## **3. DEMARCHE METHODOLOGIQUE**

La méthodologie mobilisée dans ce travail comportera deux approches :

- une approche qualitative, qui vise à assurer la construction du cadre théorique mais aussi à apporter des éléments d'analyse des résultats obtenus ;
- une approche statistique visant à partir d'une analyse, à identifier l'effet de l'aide publique au développement agricole sur la production rizicole au Sénégal entre 2009 et 2018.

L'usage de ces deux approches doit assurer la réalisation de cette évaluation d'impact qui en permettant de confirmer ou d'infirmer un certain nombre d'hypothèses ou d'éléments de jugement.

Par ailleurs, ayant fait face à des difficultés d'accès aux données financières des partenaires techniques et financières (PTF), nous avons jugé nécessaire d'avoir recours aux données du Comité d'Aide au

Développement (CAD) de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) via les statistiques disponibles sur leurs sites web<sup>1</sup>. De plus, les données portant sur la productivité et les importations du riz proviennent de la base des données de la DAPSA et de la FAOSTAT. Enfin, nous nous intéressons aux méthodes d'analyse des données qui permettraient de confirmer ou d'infirmer les hypothèses de départ. Nous utiliserons deux méthodes d'analyse : les statistiques descriptives par Excel et le logiciel de statistique appliqué aux sciences sociales, SPSS (Statistical Package for the Social Sciences).

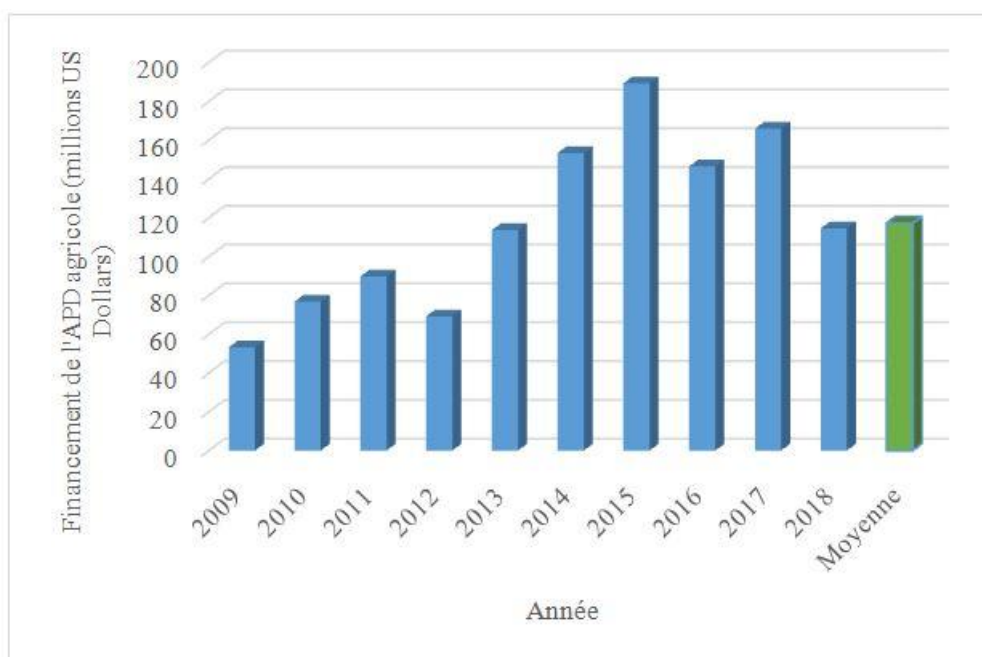
Toutefois, les données portant sur les allocations de l'aide publique au développement destiné au secteur agricole ne sont pas spécifiques à la chaîne de valeur du riz mais pour le secteur dans son ensemble. Cependant, le développement rizicole occupe une place importante de ces financements. En effet, le coût de mise en œuvre du développement rizicole représente 73% du PRACAS. Sur cette part, les 39% sont attendus des Partenaires techniques et financiers (PTF), les 36% des exploitations familiales et secteur privé et les 25% de l'Etat (PRACAS, 2014). A l'absence des données spécifiques portant sur le riz, nous utiliserons les allocations de l'aide publique au développement consacré au secteur agricole.

#### 4. RESULTATS ET DISCUSSION

Depuis la crise alimentaire de 2008, le Gouvernement du Sénégal conçoit périodiquement des politiques agricoles avec un fort focus sur le riz. Le volet riz de ces politiques est le Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR). L'un des objectifs est de réduire considérablement les importations de riz et d'être moins dépendant du marché international.

- **Evolution des Financements de l'aide Publique au Développement Agricole**

Le diagramme ci-dessous illustre l'évolution des financements de l'aide publique au développement destinée au secteur agricole sénégalais entre 2009 et 2018.



Source: données stats.oecd.org, 2020

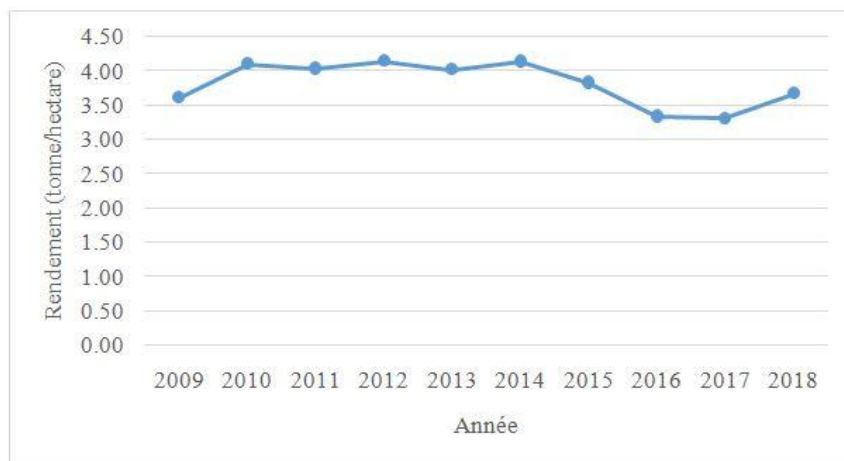
L'analyse de ce diagramme montre que les financements agricoles sont passés de 53,156 millions US Dollars en 2009 à 114,43 millions US Dollars en 2018, soit une augmentation de 61,27 millions US Dollars en valeur absolue et de 115,3%. Nous avons également une croissance annuelle moyenne de 7,9%. Cette hausse est exceptionnelle et montre l'intérêt que les Partenaires techniques et financiers accordent au secteur agricole sénégalais, à la suite de la crise alimentaire de 2008, avec un financement moyen annuel de 117,14 millions US dollars. Les financements agricoles connaissent une augmentation constante exceptée l'année 2012. Cette exception semble être justifiée par le contexte électoral de 2012,

<sup>1</sup><https://stats.oecd.org/> consulté en 2020

la sécheresse et la situation d'insécurité alimentaire à laquelle une grande partie du monde rural faisait face. Dans ce genre de contexte, l'aide alimentaire d'urgence est privilégiée. L'année 2015 correspond au pic des financements agricoles durant la période étudiée. Ce pic pourrait s'expliquer par le résultat de la tenue du Groupe consultatif de Paris, en 2014, pour la recherche du financement du Plan Sénégal Emergent (PSE) et de son volet agricole le Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS).

- **Evolution des rendements moyens de la production de riz**

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des rendements moyens de la production de riz au Sénégal entre 2009 et 2018.

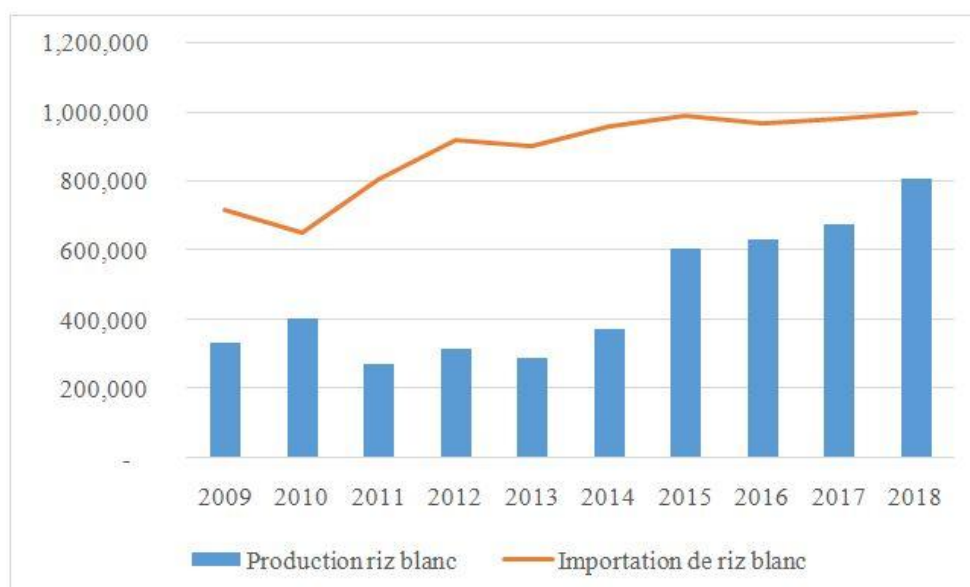


Source: données DAPSA/MAER

L'analyse de ce graphique montre que les rendements moyens de la production rizicole sont passés de 3,6 tonnes/hectare en 2009 à 3,67 tonnes/hectare en 2018, soit une augmentation de 1,8% sur la même période. Le rendement moyen annuel est de 3,81 tonnes/hectare. Ces résultats montrent une évolution très timide des rendements rizicoles durant la période utilisée. Les rendements auraient un effet limité sur l'accroissement de la production rizicole entre 2009 et 2018 malgré les financements consacrés par les partenaires techniques et financiers au secteur agricole.

- **l'évolution de la production et des importations du riz blanc**

Le graphique ci-dessous, est une illustration de l'évolution de la production et des importations du riz blanc entre 2009 et 2018.



Source: ANSD et FAOSTAT, 2020

L'analyse des quantités de production et d'importation de riz montre une évolution en dents de scie, avec des tendances haussières entre 2009 et 2019. En effet, la production de riz blanc est passée de 334 903 tonnes en 2009 à 804 794 tonnes en 2018, soit une augmentation de 140% durant cette période. La production moyenne annuelle du riz blanc est de 470 035 tonnes. Cette importante croissance de la production semble être boostée par l'accroissement des aménagements et non celui du rendement. Toutefois, l'accroissement n'a pas permis à la réduction des importations de riz. En effet, les importations de riz sont passées de 715 044 tonnes en 2009 à 997 280 tonnes en 2018, soit une augmentation 39% durant la période. Les importations moyennes annuelles du riz sont estimées à 888 421 tonnes, durant ce période. Ainsi, les importations moyennes annuelles du riz demeurent plus importantes que la production moyenne annuelle de riz. Cependant, la croissance de l'évolution de la production du riz blancs est plus dynamique durant la période étudiée. La quantité de la production de riz blanc a un taux de croissance annuel moyen de 7,9%, celle des importations est de 2,7%.

L'analyse de ce graphique a montré que les importations de riz sont toujours supérieures à la production durant la période étudiée. Malgré l'augmentation de la production, les importations continuent à croître. Cela constitue un paradoxe car le Sénégal demeure toujours dépendant du marché international qui satisfait plus de la moitié de sa demande entre 2009 et 2019. Cela nous incite à nous interroger sur l'efficacité des allocations destinées au secteur agricole sénégalais mais aussi sur la capacité du pays à faire face à une nouvelle crise alimentaire.

- **Les résultats de l'effet de l'aide publique au développement sur la production du riz**

<b>Corrélations</b>			
		<b>Financement_agricole_1</b>	<b>Production_riz_blanc</b>
Financement_agricole_1	Corrélation de Pearson	1	,578
	Sig. (bilatérale)		,080
	N	10	10
Production_riz_blanc	Corrélation de Pearson	,578	1
	Sig. (bilatérale)	,080	
	N	10	10

**Source:** Sur la base des données de FAOSTAT et OECD, 2020 (Corrélation SPSS)

L'analyse de ce tableau de résultat traité via le logiciel SPSS nous montre que le test de corrélation entre les financements de l'aide publique au développement consacrée au secteur agricole et la production de riz blanc a un seuil de significativité de 0,08, entre 2009 et 2018. Ce coefficient excède le seuil d'acceptation de 5%. Ainsi, nous pouvons aisément déduire qu'il n'y a aucune relation entre les allocations de l'aide publique au développement agricole et la production de riz. En d'autres termes, les allocations de l'aide agricole destinées au Sénégal entre 2009 et 2018 n'ont eu aucun effet sur l'augmentation de la production de riz. Cependant, il est nécessaire de signaler d'abord que le financement de l'APD agricole ne porte pas spécifiquement sur le riz mais sur le secteur agricole dans son ensemble. Ensuite, dans le cadre de la mise en œuvre du PNAR, le Gouvernement du Sénégal et le secteur privé ont fait également des investissements considérables. Ces investissements pourraient justifier l'augmentation de la production du riz. Ce point cadre parfaitement avec l'hypothèse de Griffon (2014). Enfin, le financement de l'année N pourrait avoir un effet à partir de l'année N+1 et non sur la même année.

Toutefois, cette absence d'effet de l'aide sur la production rizicole pourrait également être justifiée par l'insuffisance des montants alloués mais c'est difficilement vérifiable. De plus, ce résultat pourrait-être causé par les instruments de financement utilisés dans le cadre du déploiement de cette aide. En effet, plus de 80% des allocations de l'APD agricoles sont destinées aux projets de développement (OCDE, 2020). Ces projets ne semblent pas avoir une cohérence et une coordination entre eux pour donner des résultats escomptés au plan macro.

Néanmoins, ces résultats nous incitent à nous interroger sur l'orientation et l'efficacité des financements de l'aide publique au développement agricole. En effet, si l'on considère l'importance des financements

agricoles durant la période 2009 et 2018, on s'interrogera légitimement sur l'absence de corrélation. La réponse à cette interrogation nécessitera une analyse approfondie de l'orientation des financements.

## **5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

Dix ans après la crise alimentaire de 2008 et malgré ses multiples leçons, l'Afrique subsaharienne ne semble pas tirer efficacement les leçons. En effet, les investissements publics apportés dans le secteur agricole ont contribué à l'augmentation de la production des céréales et plus particulièrement le riz. Selon Hathie (2018), les mesures prises pour faire face à la crise, ont généré des résultats positifs, notamment en termes d'augmentation de la production.

Chalmin (2018) a affirmé que depuis 2008 il n'y a pas eu de changement majeur sur le front des marchés agricoles. Les pays de la sous-région demeurent toujours dépendant du marché international. A l'instar des autres pays ouest-africains, les importations et la production de riz au Sénégal n'ont cessé de croître depuis 2008. Ce paradoxe est difficilement explicable car le Sénégal est toujours dépendant du marché international pour couvrir ces disponibilités alimentaires. Cette situation n'est pas rassurante sur la capacité du Sénégal à faire face à une nouvelle crise alimentaire. Ainsi, ce constat nous amène à nous interroger sur l'efficacité de l'aide publique au développement consacrée au secteur agricole ainsi que les investissements publics. En effet, les financements de l'APD destinée au secteur agricole sénégalais s'est doublé entre 2009 et 2018, avec un financement moyen annuel de 117,14 millions US Dollars. Néanmoins, il a été constaté que ce volume de financement n'a pas eu d'effet sur la production de riz au Sénégal.

Pour plus d'efficacité de l'APD destinée au secteur agricole sénégalais, il est nécessaire de revoir les mécanismes de financements optés par les bailleurs. Les principes de la déclaration de Paris tels que « l'Alignement » et « l'Harmonisation » ne semblent pas très bien pris en compte par les pays donateurs dans la mise en œuvre des projets agricoles financés. Ainsi, il est nécessaire :

- de revoir le modèle projet comme instrument de lutte contre la pauvreté. Les projets contribuent à la fragmentation de l'aide qui aurait pu générer plus d'impact si les bailleurs avaient additionné leurs ressources pour des projets communs. De plus, la multitude des interventions de types projets agricoles, constitue un problème majeur pour l'Etat afin d'assurer le suivi et la coordination de ces projets ;
- de favoriser, le soutien budgétaire sectoriel qui permettrait à l'Etat de financer directement ces programmes et de réduire les coûts de mise en œuvre de l'APD. Cela permettrait également à l'Etat d'avoir plus de visibilité sur le financement des politiques agricoles. Certes, le risque de corruption et de mal gouvernance demeure toujours présent mais les bailleurs et le pays bénéficiaire doivent renforcer ensemble les conditionnalités au préalable ;
- d'améliorer l'évaluation de ces financements pour avoir plus d'impact, de viabilité et de pérennité. Très souvent, c'est le pays donateur qui assure la mise en œuvre du projet et le recrutement de l'évaluateur. Ainsi, la neutralité de ce dernier nous interpelle. De plus, la durée de l'évaluation sur le terrain ne semble pas adapter pour une évaluation optimale. C'est pourquoi, l'évaluateur doit être recruté par une partie indépendante (si le bailleur assure aussi la mise en œuvre du financement, le gouvernement pourrait être l'évaluateur indépendant).

## **BIBLIOGRAPHIE**

- [1] Alabi, Reuben A. « Impact of Agricultural Foreign Aid on Agricultural Growth in Sub-Saharan Africa A Dynamic Specification ». *African Growth and Development Policy Modeling Consortium*, juillet 2014.
- [2] Banque mondiale. « L'agriculture au service du développement, rapport sur le développement dans le monde. », 2008.
- [3] Banque mondiale. « L'agriculture: un moteur de croissance et de lutte contre la pauvreté 2008b.
- [4] Boccanfuso, Dorothee, et Luc Savard. « The Food Crisis and its Impacts on Poverty in Senegal and Mali: Crossed Destinies ». *Development Policy Review* 2, n° 29 (2011): 211-47.
- [5] Chalmin, Philippe. « Zoom sur l'instabilité des marchés agricoles depuis 2008 ». *Grain de sel, La revue d'Inter-réseaux*, n° 76 (décembre 2018): 9.
- [6] Dieng, Alioune. « Impact des politiques agricoles sur l'offre céréalière au Sénégal, de 1960 à 200 : Evaluation à partir d'un modèle d'analyse statistiques par zones agro-écologiques ». Université de Bourgogne, 2006.

- [7] Doligez, François, et Ninon Avezou. « On a faim! Dix ans après 2008, l'Afrique de l'Ouest est-elle mieux préparée face aux crises alimentaires? » *Grain de sel, La revue d'Inter-réseaux*, n° 76 (décembre 2018): 3.
- [8] Griffon, Michel. « Les défis de l'aide au développement ». *C.E.R.A.S | « Revue Projet »*, 2014, 54 à 61.
- [9] Hathie, Ibrahima. « Les politiques agricoles depuis 2008 : entre vulnérabilités et retour à l'agenda ». *Grain de sel, La revue d'Inter-réseaux*, n° 76 (décembre 2018): 12-13.
- [10] Kaya, Ozgur, Ilker Kaya, et LewellGunter. « The Impact of Agricultural Aid on Agricultural Sector Growth ». Présenté à the Southern Agricultural Economics Association Annual Meeting, Dallas - USA, 2 février 2008.
- [11] N'diaye, Amadou, et Amady Diallo. « Orientations et Pratiques de la coopération agricole de la Chine en Afrique: Cas du Sénégal ». *Collection actes et colloques africains - Juriscope, Université de Poitiers.*, 2020, 121-35.
- [12] Ngom, Cheikh Ahmadou Bamba. « Impact des aménagements hydro – agricoles publics sur l'efficacité technique de production et sur le rendement des riziculteurs de la vallée du fleuve Sénégal ». Gaston BERGER, 2016.
- [13] PAM, CILSS, CIRAD, et FAO. « Crise rizicole, évolution des marchés et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest ». 2011.
- [14] PRACAS. « Document principal du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise ». 2014
- [15] Ribier, Vincent, et Pierre Barris. « Vers un renouveau de politiques agricoles en Afrique ? » *Le Déméter*, 2014, 143-58.
- [16] ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest). « Efficacité de l'Aide dans le domaine de l'Agriculture et du Développement Rural, Point de vue des Organisations Professionnelles des Producteurs Agricoles », 2008.
- [17] Severino, Jean-Michel, et Olivier Ray. « La fin de l'aide publique au développement : mort et renaissance d'une politique publique globale » 19 (2011): 5-44.

**Citation:** Youssoupha N'DAO & et Amadou N'DIAYE. " L'effet de l'aide Publique au Développement Agricole sur la Productivité Rizicole : le cas du Sénégal Entre 2009 et 2018" *International Journal of Humanities Social Sciences and Education (IJHSSE)*, vol 8, no. 11, 2021, pp. 157-164. doi: <https://doi.org/10.20431/2349-0381.0811019>.

**Copyright:** © 2021 Authors. This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.